Crise du logement aux Pays-Bas : le gouvernement de coalition pourrait interdire tout traitement préférentiel aux immigrés dans l'accès aux logements sociaux

27/06/2024 à 15h14



Politico publie progressivement un dossier sur la crise du logement en Europe. Le premier article est consacré aux Pays-Bas.

Aux Pays-Bas, le Parti de la liberté de Geert Wilders, d'extrême droite anti-immigration, a remporté les élections de 2023 grâce à une campagne liant le sujet de l'accès au logement à celui de la réduction de l'immigration – une priorité qui a touché une corde sensible chez les jeunes électeurs. Au Portugal également, le parti d'extrême droite Chega, qui signifie « assez » en portugais, s'est inspiré de la frustration des jeunes face à la crise du logement, entre autres préoccupations liées à la qualité de vie. […]

Politico

Geert Wilders a promis de réduire les listes d'attente *[NDT: pour l'accès au logement social]* en excluant les étrangers.

[…] Les Pays-Bas connaissent une crise du logement « aiguë », selon les Nations Unies. Le pays fait face à une pénurie d'environ 390 000 logements. Les logements existants sont devenus trop chers. […] **Dans le cadre de sa campagne électorale , le Parti de la Liberté de Wilders a affirmé que le retard des Pays-Bas dans la construction de logements « ne peut tout simplement pas s'accorder avec la politique d'ouverture des frontières et à l'énorme croissance démographique » et que les Néerlandais, « qui doivent passer de plus en plus temps sur liste d'attente [du logement social], sont fortement discriminés.** […]

La concurrence entre immigrés et autochtones est un discours « utilisé avec enthousiasme par un certain nombre de partis », a déclaré Mathijs ten Broeke, porte-parole du groupe de défense des droits des locataires Woonbond. Mais, a-t-il ajouté, il s'agit d'une « fausse opposition ». « Les personnes qui sont depuis longtemps sur la liste d'attente pour un logement social sont en effet en concurrence avec les demandeurs d'asile qui se voient attribuer une maison ici », a-t-il déclaré. Mais le problème réside dans la pénurie sous-jacente provoquée par la vente du parc immobilier sous les gouvernements précédents. […]

L' accord global de la coalition *[NDT: accord entre plusieurs partis néerlandais pour un gouvernement de coalition]*, présenté en mai, comprenait une proposition d'interdiction d'accorder aux demandeurs d'asile un traitement préférentiel en matière de logement social, ainsi que l'attribution de davantage de terrains pour le logement et des mesures visant à faciliter les procédures d'autorisation. […]

Politico